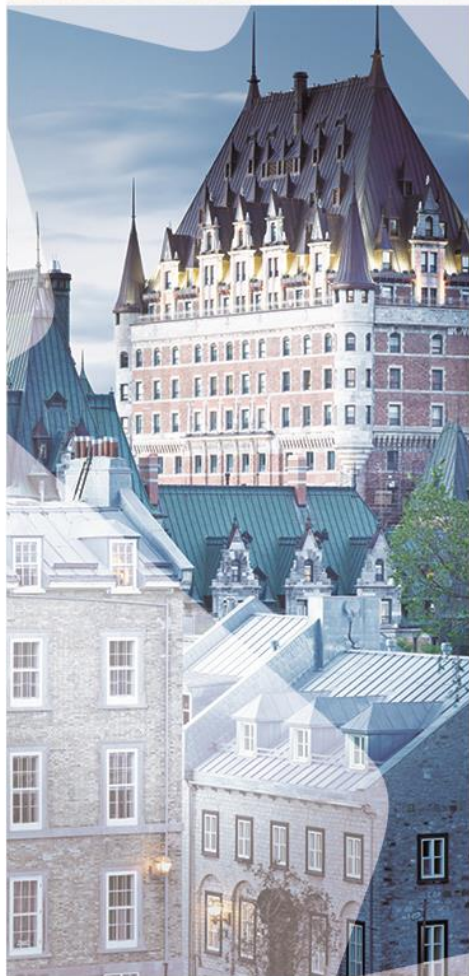




ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2018

(NON AUDITÉS)

MARS 2018



Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2018 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de DEC. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport sur les résultats ministériels de DEC concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de DEC sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

DEC fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilisera les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2012-2013 par le Bureau du contrôleur général du Canada (BCG). Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère, à l'adresse suivante : <http://dec-ced.gc.ca/fra/ressources/publications/index.html>.

Les états financiers de Développement économique Canada pour les régions du Québec n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Manon Brassard, Présidente
Montréal, Canada

Guy Lepage, Dirigeant principal des
finances

Date

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la situation financière (*non audité*) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	21 806	22 073
Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 773	1 723
Avantages sociaux futurs (note 5)	1 367	1 532
Total des passifs bruts	<u>24 946</u>	<u>25 328</u>
Passifs détenus pour le compte du gouvernement		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	(4 992)	(2 793)
Total des passifs détenus pour le compte du gouvernement	<u>(4 992)</u>	<u>(2 793)</u>
Total des passifs nets	<u>19 954</u>	<u>22 535</u>
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	16 447	17 991
Débiteurs et avances (note 6)	2 259	3 050
Prêts (note 7)	387 189	371 574
Total des actifs financiers bruts	<u>405 895</u>	<u>392 615</u>
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 6)	(1 868)	(1 756)
Prêts (note 7)	(387 189)	(371 574)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	<u>(389 057)</u>	<u>(373 330)</u>
Total des actifs financiers nets	<u>16 838</u>	<u>19 285</u>
Dette nette ministérielle	<u>3 116</u>	<u>3 250</u>
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	131	151
Immobilisations corporelles (note 8)	996	860
Total des actifs non financiers	<u>1 127</u>	<u>1 011</u>
Situation financière nette ministérielle	<u>(1 989)</u>	<u>(2 239)</u>
Obligations contractuelles (note 9)		
Actifs éventuels (note 10)		

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la situation financière (*non audité*) au 31 mars

(en milliers de dollars)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Manon Brassard, Présidente
Montréal, Canada

Guy Lepage, Dirigeant principal des
finances

Date

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2018 Résultats prévus	2018	2017
Charges			
Développement des entreprises	67 620	67 035	73 157
Développement économique des régions	29 855	37 583	35 617
Renforcement de l'économie des collectivités	103 146	96 149	76 722
Services internes	21 217	21 640	20 823
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(6 605)	(6 225)	(9 593)
Total des charges	215 233	216 182	196 726
Revenus			
Revenus d'intérêts	276	869	438
Revenus divers	82	16	24
Revenus gagnés pour le compte du Gouvernement	(358)	(885)	(462)
Total des revenus	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	215 233	216 182	196 726
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		211 945	195 696
Variations des montants à recevoir du Trésor		(1 544)	(4 989)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)		6 031	5 963
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		(250)	56

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice	(2 239)	(2 183)
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice	<u>(1 989)</u>	<u>(2 239)</u>

Information sectorielle (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*) pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2018	2017
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(250)	56
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	495	278
Amortissement des immobilisations corporelles	(359)	(341)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	0	(12)
Gain (perte) net sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant les ajustements	0	(3)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	136	(78)
Variation due aux charges payées d'avance	(20)	(33)
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	(134)	(55)
Dette nette ministérielle - début de l'exercice	3 250	3 305
Dette nette ministérielle - fin de l'exercice	3 116	3 250

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des flux de trésorerie (*non audité*) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	216 182	196 726
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(359)	(341)
Gain (perte) sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	0	(3)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)	(6 031)	(5 963)
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	(903)	398
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(20)	(33)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	2 466	4 594
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(50)	(226)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	165	278
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	211 450	195 430
Activités d'investissement en immobilisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	495	278
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	0	(12)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	495	266
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	211 945	195 696

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) a pour mission de promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs. DEC exerce son mandat selon les dispositions de la *Loi constituant l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec*, entrée en vigueur le 5 octobre 2005. De plus, DEC s'engage à favoriser la coopération et la complémentarité avec le Québec et les collectivités du Québec.

Ainsi, DEC vise à favoriser la croissance économique par l'innovation, les technologies propres et une approche inclusive. Des investissements stratégiques qui favorisent la transition et la diversification, et qui s'appuient sur les avantages régionaux compétitifs ouvriront la voie à cette vision renouvelée du développement économique des régions du Québec et se reflète en un unique résultat stratégique, soit : *Les régions du Québec ont une économie en croissance*. Pour atteindre ce résultat stratégique en 2017-2018, DEC dispose de quatre programmes, soit :

- **Développement des entreprises** : Ce programme vise à appuyer le développement des entreprises tout au long de leur cycle de vie afin d'accroître la croissance de l'économie du Québec. Les entreprises sont reconnues pour générer une part importante de l'activité économique et pour créer des emplois. DEC contribue ainsi au renouvellement du bassin d'entreprises au Québec en soutenant l'émergence de nouvelles entreprises et la relève entrepreneuriale. DEC contribue également à accroître la compétitivité des entreprises existantes et à assurer leur pérennité en améliorant la performance des entreprises par le développement de leur capacité de production, d'innovation, de commercialisation et d'exportation.
- **Développement économique des régions** : Ce programme vise à appuyer le développement économique des différentes régions afin d'accroître la croissance économique du Québec. Les régions du Québec ne sont pas homogènes et présentent une variété de contextes, avec leurs propres enjeux, défis et atouts. Les régions sont créatrices de richesses et leur participation à l'économie est essentielle pour assurer la croissance économique du Québec. DEC appuie ainsi le développement de leur base économique en soutenant la prise en charge du milieu face à leur développement économique et en stimulant les investissements dans toutes les régions du Québec.
- **Renforcement de l'économie des collectivités** : Outre ses programmes réguliers, DEC est appelé à concevoir, administrer et mettre en œuvre des programmes nationaux ou des initiatives ponctuelles et ciblées qui contribuent à renforcer l'économie des collectivités afin d'accroître la croissance de l'économie du Québec. Ainsi, DEC appuie le développement économique des collectivités rurales et assure la gestion saine et efficace des programmes dédiés aux infrastructures pour le Québec. De plus, DEC soutient l'activité économique des collectivités du Québec qui vivent un choc économique, qui sont confrontées à d'importants enjeux de développement économique ou qui ont des occasions porteuses d'avenir à saisir.
- **Services internes** : Les *Services internes* sont des groupes d'activités et de ressources connexes administrés pour répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ils comprennent uniquement les activités et les ressources qui s'appliquent à l'échelle d'une organisation et non celles fournies uniquement à un programme. Ils permettent une meilleure efficacité lors de la livraison des programmes et contribuent ainsi à une offre de service de qualité aux Canadiens.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

- a) **Autorisations parlementaires**
DEC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à DEC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2017-2018. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2017-2018.
- b) **Encaisse nette fournie par le gouvernement**
DEC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par DEC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par DEC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.
- c) **Le montant à recevoir du Trésor**
Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que DEC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.
- d) **Revenus**
Les revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'événement qui a donné lieu à ces revenus, sauf pour l'item énoncé ci-après. Les prêts ne sont pas porteurs d'intérêts et en raison de l'incertitude au sujet du recouvrement ultime, les revenus d'intérêts correspondent seulement aux frais imposés sur les montants en souffrance lorsqu'ils sont remboursés. Les autres revenus correspondent aux autres frais et gains sur disposition d'immobilisations et d'actifs. Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de DEC. Bien que l'on s'attende à ce que la présidente maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

- e) Charges
Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi. Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les services juridiques sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.
- f) Avantages sociaux futurs
- i. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de DEC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de DEC découlant du régime. La responsabilité de DEC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
 - ii. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. L'obligation restante est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.
- g) Les débiteurs et les prêts
Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût. DEC n'actualise pas la valeur de ceux-ci puisqu'ils ne sont pas assortis de conditions avantageuses suffisamment importantes. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans conditions sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.
- h) Actifs non-financiers
Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 8. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 5 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des oeuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.
- i) Actifs éventuel
Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

- j) Incertitude relative à la mesure
La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique, la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les récupérations estimatives pour les actifs éventuels. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.
- k) Opérations entre apparentés
Les opérations entre apparentés, autre que les opérations interentités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.
- Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évalués à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :
- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
 - ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

DEC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de DEC pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	216 182	196 726
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(6 031)	(5 963)
Amortissement des immobilisations corporelles	(359)	(341)
Gain (perte) sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	0	(3)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(50)	(226)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	165	278
Remboursement des contributions et des dépenses des exercices précédents	2 351	5 067
Autres	1 366	413
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(2 558)	(775)

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :

Acquisition d'immobilisations corporelles	495	278
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(20)	(33)
Nouveaux prêts (note 7)	97 326	119 277
Autres	4	480
	<hr/>	<hr/>
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	97 805	120 002
	<hr/>	<hr/>
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	311 429	315 953
	<hr/>	<hr/>

b) Autorisations fournies et utilisées

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies :		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	41 463	40 094
Crédit 5 - Subventions et contributions	268 615	275 462
Montants législatifs	4 293	3 941
	<hr/>	<hr/>
	314 371	319 497
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	0	(12)
Périmés : Fonctionnement et Subventions et contributions	(2 942)	(3 532)
	<hr/>	<hr/>
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	311 429	315 953
	<hr/>	<hr/>

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de DEC :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Comptes crédoiteurs – autres ministères et organismes gouvernementaux	502	2 347
Comptes crédoiteurs – parties externes	3 622	6 115
Total des crédoiteurs	4 124	8 462
Charges à payer	17 682	13 611
Total des crédoiteurs et charges à payer bruts	21 806	22 073
Crédoiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(4 992)	(2 793)
Crédoiteurs et charges à payer nets	16 814	19 280

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de DEC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que DEC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2017-2018 s'élèvent à 2 915 milliers de dollars (2 708 milliers de dollars en 2016-2017). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,12 fois pour 2016-2017) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois (1,08 fois en 2016-2017) les cotisations des employés.

La responsabilité de DEC relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2018, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	1 532	1 810
Charge pour l'exercice	218	(26)
Prestations versées pendant l'exercice	(383)	(252)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	1 367	1 532

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de DEC :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes	363	1 285
Débiteurs - parties externes	3 971	4 423
Avances aux employés	28	9
Sous-total	<u>4 362</u>	<u>5 717</u>
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs parties externes	(2 103)	(2 667)
Débiteurs bruts	<u>2 259</u>	<u>3 050</u>

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(1 868)	(1 756)
Débiteurs nets	391	1 294

Les sommes perçues à l'égard des contributions remboursables avec conditions se sont élevées à 2 769 milliers de dollars au cours de l'exercice 2017-2018 (5 564 milliers de dollars en 2016-2017). DEC a radié une somme de 2 143 milliers de dollars au cours de l'exercice 2017-2018 pour ces comptes jugés non récupérables (3 000 milliers de dollars en 2016-2017).

7. Prêts

Les prêts (contributions remboursables sans conditions) sont des paiements de transfert versés à des bénéficiaires admissibles pour la réalisation d'un projet. L'entente de contribution fait état de modalités de remboursement strictes qui déterminent la date et le montant des versements. Généralement, l'échéancier de remboursement ne dépasse pas cinq ans, débutant au plus tard 24 à 48 mois après la date de fin du projet. L'intégralité des prêts est détenue pour le compte du gouvernement puisque la présidente n'a pas l'autorité concernant leur disposition.

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts (contributions remboursables inconditionnelles) de DEC :

	2018	2017
	(en milliers de dollars)	
Contributions remboursables au début de l'exercice	509 852	467 480
Nouvelles contributions versées	97 326	119 277
Remboursements reçus et autres crédits	(86 535)	(76 905)
Sous-total : Contributions remboursables à la fin de l'exercice	520 643	509 852
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(133 454)	(138 278)
Total des prêts	387 189	371 574

Les sommes perçues à l'égard des contributions remboursables sans conditions se sont élevées à 76 559 milliers de dollars au cours de l'exercice 2017-2018 (71 945 milliers de dollars en 2016-2017). DEC a radié une somme de 9 778 milliers de dollars au cours de l'exercice 2017-2018 pour ces comptes jugés non récupérables (4 902 milliers de dollars en 2016-2017).

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

8. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Autre matériel	5 ans
Véhicules automobiles	6 ans
Améliorations locatives	durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue
Actifs en construction	lorsque mis en service, selon la catégorie de biens

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Catégorie d'immobilisations	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements (1)	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements (1)	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2018	2017
Matériel informatique	539	18	0	(19)	538	372	57	0	(19)	410	128	167
Logiciels informatiques	4 885	113	63	0	5 061	4 572	221	0	0	4 793	268	313
Autre matériel	80	0	0	0	80	70	3	0	0	73	7	10
Véhicules automobiles	442	0	0	0	442	195	58	0	0	253	189	247
Améliorations locatives	168	0	36	0	204	144	20	0	0	164	40	24
Actifs en construction	99	364	(99)	0	364	0	0	0	0	0	364	99
TOTAL	6 213	495	0	(19)	6 689	5 353	359	0	(19)	5 693	996	860

(1) Les ajustements incluent les actifs en construction de 99 millions de dollars qui ont été transférés à d'autres catégories à la suite de l'achèvement de l'actif.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de DEC donnent lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels DEC sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2019	2020	2021	2022	2023 et exercices ultérieurs	Total
	(en milliers de dollars)					
Paiements de transfert	188 188	72 203	33 330	11 438	78 409	383 568
Fonctionnement et entretien	4 117	639	20	8	1	4 785
Total	192 305	72 842	33 350	11 446	78 410	388 353

10. Actifs éventuels

Dans le cadre du Programme de développement économique du Québec (PDEQ), les contributions à remboursement conditionnel non remboursées en 2018 se chiffrent à 5 552 milliers de dollars (5 900 milliers de dollars en 2017). Le remboursement dépend de la rentabilité des projets, et la période de remboursement maximale est de 20 ans. Le paiement final est dû, au plus tard, en 2029.

Dans le cadre du Programme de développement des collectivités (PDC), les contributions à remboursement conditionnel non remboursées en 2018 se chiffrent à 2 629 milliers de dollars (3 989 milliers de dollars en 2017). Le remboursement dépend des fonds que l'organisme, que nous aurons financé, aura reçus de ses prêts réalisés. La période de remboursement maximale est de 10 ans, et le paiement final est attendu, au plus tard, en 2020.

Les récupérations estimatives pour nos actifs éventuels sont évaluées à 6 545 milliers de dollars (7 911 milliers de dollars en 2017).

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, DEC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

DEC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon les modalités commerciales normales.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, DEC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux, services juridiques et cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	(en milliers de dollars)	
Cotisations de l'employeur au régime de soins de santé et au régime de soins dentaires	2 939	2 732
Installations	2 639	2 590
Services juridiques	<u>453</u>	<u>641</u>
Total	<u>6 031</u>	<u>5 963</u>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle de DEC.

b) Autres transactions entre apparentés avec autres ministères et organismes

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	(en milliers de dollars)	
Charges	2 262	1 845

Les charges inscrites à la section (b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

12. Information sectorielle (en milliers de dollars)

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de DEC. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Développement des entreprises	Développement économique des régions	Renforcement de l'économie des collectivités	Services internes	2018 Total	2017 Total
Charges						
Paiements de transfert						
Paiements non remboursables						
Organismes à but non lucratif	41 575	31 545	74 366	0	147 486	123 402
Autres paliers gouvernementaux	200	3 380	17 274	0	20 854	9 108
Industrie	66	0	229	0	295	20 301
Paiements à remboursement conditionnel						
Industrie	440	0	(1 605)	0	(1 165)	(1 900)
Autres	6 309	(10)	(1 652)	0	4 647	8 354
Sous-total	48 590	34 915	88 612	0	172 117	159 265
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(7 893)	10	1 658	0	(6 225)	(9 593)
Total des paiements de transfert	40 697	34 925	90 270	0	165 892	149 672
Charges de fonctionnement						
Salaires et avantages sociaux	14 695	2 331	6 592	15 381	38 999	35 713
Services professionnels et spécialisés	2 232	113	296	3 126	5 767	5 096
Locations	1 036	147	416	1 267	2 866	2 813
Transports et communications	355	56	180	331	922	984
Achats de matériel et mobilier	4	1	1	380	386	963
Amortissement des immobilisations corporelles	35	6	15	303	359	341
Information	43	7	18	161	229	445
Fournitures et approvisionnement	34	5	15	313	367	236
Réparations et entretien	10	2	4	4	20	20
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	3
Autres	1	0	0	374	375	440
Total des charges de fonctionnement	18 445	2 668	7 537	21 640	50 290	47 054

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Total des charges	59 142	37 593	97 807	21 640	216 182	196 726
Revenus						
Revenus d'intérêts	825	0	44	0	869	438
Revenus divers	15	0	0	1	16	24
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(840)	0	(44)	(1)	(885)	(462)
Total des revenus	0	0	0	0	0	0
Coût net des activités poursuivies	59 142	37 593	97 807	21 640	216 182	196 726